

ONU : les mails du cabinet ou la parole de Reynders ?

DIPLOMATIE Les Affaires étrangères ont validé le vote pro-Arabie saoudite

- Des mails confirment que le cabinet Reynders a donné son soutien aux Saoudiens à l'ONU.
- Procédure classique, répond le ministre : le cabinet agit en son nom.
- Mais pour éviter de nouveaux dérapages, il a changé cette procédure.

Au Parlement et/ou par communiqué, Charles Michel et Didier Reynders ont exprimé leurs regrets. Juré qu'ils ne se réjouissent « aucunement de l'élection de l'Arabie saoudite au sein de la Commission pour le statut de la femme » de l'ONU. Et répété que le ministre des Affaires étrangères « n'était pas personnellement au courant de la procédure de vote » ayant mené à cette élection... avec l'appui de la Belgique (*Le Soir* du 28 avril). Mais la polémique ne s'éteint pas pour autant.

Parce que vendredi, Ecolo évoquait des mails échangés entre le cabinet Reynders et la représentation belge auprès de l'ONU à New York pour en déduire que des contrevérités bleues ont été dites. Nous avons pu consulter ces mails. Qu'en retenir ? Tour de la situation en trois questions.

Didier Reynders savait-il et a-t-il validé ? Le ministre des Affaires étrangères l'a dit en commission mardi et par communiqué jeudi : il n'était pas personnellement au courant de ce vote pour l'Arabie saoudite à la Commission de la condition de la femme de l'ONU.

Il n'a donc pas personnellement validé le soutien belge. Pourtant, à 0 h 33 le 19 avril, un mail en provenance du poste belge à New York arrive aux Affaires étrangères. L'objet ? Prévenir que contrairement à la procédure habituelle de « clean slate » (vote par consensus quand un pays se porte candidat par poste à pourvoir), les Etats-Unis réclament un vote formel sur les pays candidats à trois commissions, dont l'Arabie saoudite pour celle des droits de la femme. Il prévient que cette demande américaine « va certainement entraîner beaucoup d'agitation », mais que « la majorité sera atteinte sans problème » pour les trois commissions. Et ajoute : « Sauf avis contraire et sur la base d'une précédente concertation informelle avec vos services, notre poste votera pour tous les candidats susmentionnés. » Donc aussi en faveur de l'Arabie saoudite.

« J'ai décidé de respecter ce "clean slate" et de soutenir tous les candidats »

SIGNÉ « REYNDERS »

A 15 h 34, un mail de réponse est envoyé par le cabinet des Affaires étrangères à New York. La phrase importante : « J'ai décidé de respecter ce "clean slate" et de soutenir tous les candidats. Je vous serais reconnaissant d'informer, dans la mesure du possible, les candidats par le moyen que vous jugerez le plus approprié. » Signé : « REYNDERS ».

Le député Ecolo Benoit Hellings, qui a reçu copie des mails, veut dès lors interroger le ministre en commission mardi : « L'ordre formel de 15 h 34 a-t-il

été donné par son cabinet ou par lui-même ? Sachant que le ministre, c'est son cabinet, puisque des proches signent en son nom. Sa responsabilité est donc enga-

gée. Il est faux de dire qu'il n'était pas au courant : il doit assumer politiquement toute la responsabilité et reconnaître qu'il a dit des choses inexactes. » Mais le député ne réclame pas sa démission.

Au cabinet de Didier Reynders, on ne varie pas d'un iota par rapport aux déclarations antérieures : « Le ministre n'a pas été mis au courant de ces mails, si ce n'est a posteriori. C'est pour cela qu'il a modifié la procédure qui, jusqu'ici, ne prévoyait pas que le ministre soit mis au courant », explique son porte-parole. Vendredi matin, le kern a en effet entériné la proposition de Reynders concernant les votes à l'ONU : désormais, le ministre des Affaires étrangères et le gouvernement seront directement impliqués dans la décision.

Mais comment expliquer cette signature « REYNDERS » et ce « j'ai décidé » dans le mail de 15 h 34 ? « La procédure prévoit que le diplomate donne la réponse et l'injonction au nom du ministre sans le consulter personnellement, répond son porte-parole. Et c'est toujours signé du nom du ministre. C'est normal qu'on utilise le "je" puisqu'il y a la

signature du ministre. »

Trois heures ou neuf heures pour se décider ? Au Parlement, le Premier ministre a expliqué que la Belgique n'avait eu que « quelques heures » pour décider de son vote. Didier Reynders évoque « trois heures ». Or, selon les deux mails précités, 15 heures

se sont écoulées entre la question de New York et la réponse de Bruxelles, moins les 6 heures de décalage horaire, cela donne 9 heures, compte Benoît Hellings.

Là encore, le cabinet Reynders se défend : « *Que ce soit 3 heures, 6 ou 9, peu importe : si le ministre n'est pas au courant, les diplomates suivent la procédure* ». Donc le « clean slate » automatique. « *Outre qu'il y a des mails officiels et des mails non officiels. Quand Didier Reynders parle de 3 heures, c'est entre le mail officiel entrant au cabinet et le mail officiel sortant.* »

Était-ce donnant-donnant ? Pour Benoît Hellings, comme pour d'autres, si la Belgique a soutenu l'Arabie saoudite, c'est pour une raison simple : « *Dans l'espoir d'un soutien de l'Arabie saoudite à la candidature belge pour un*

siège au Conseil de sécurité de l'ONU en 2019 et 2020. La preuve par l'ordre donné d'informer les intéressés que nous les soutenons. Nous voulons donc savoir si le ministre a monnayé un soutien à la candidature belge sur le dos des droits des femmes. »

Là encore, le cabinet balaie : « *Il n'est absolument pas question d'un échange : quand on sait que les votes à l'ONU se déroulent par paquet de pays, il est illusoire de croire que le vote belge était un moyen de pression pour obtenir un soutien.* » Quant à la demande d'informer les intéressés : « *Cette phrase est, je crois, systématiquement écrite dans ce genre de procédure.* » ■

MARTINE DUBUISSON

CHAMBRE

Débat sur nos liens avec les Saoudiens

Écolo interrogera donc Didier Reynders mardi en commission Relations extérieures. Mais il défendra aussi sa proposition « *visant à reconsidérer la politique étrangère à l'égard de l'Arabie saoudite* ». Le ministre a bien l'intention, lui aussi, de tenir un large débat sur les relations avec les Saoudiens, mais dans toutes ses dimensions : « *droits de l'homme/de la femme, islamisme et relations économiques* ». Histoire de redéfinir « *la ligne* » belge. Et qui sait si, in fine, verts et bleus ne se rejoindront pas sur le fond...

MA.D.